Réaction

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **29 (1992)**

Heft 1093

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

RÉACTION

Le territoire tue... l'histoire aussi

Pour prolonger les réflexions de Jean-Pierre Fragnière sur l'identité nationale (DP nº 1091), celles de l'historien Jean-Claude Favez.

Le spectre des luttes nationales hante à nouveau l'Europe. Il y a cinquante ans pourtant, le fait national semblait condamné par l'histoire, après avoir semé par deux fois la mort et la désolation dans le monde au XXe siècle. Contre la folie des nations, l'Europe occidentale rêvait d'unité économique, voire politique, et les régimes communistes ne prétendaient voir dans le fait national qu'une étape bientôt dépassée dans l'histoire de la lutte des classes. De toute façon l'arme atomique verrouillait la division de l'Europe. Quelle guerre internationale était-elle encore possible, qui n'aboutirait pas immédiatement à la destruction réciproque des adversaires ? Le problème des nationalités, qui avait tant occupé le siècle précédent, semblait donc réservé aux Etats nationaux en construction dans le tiers-monde. Il ne pouvait en tout état de cause remettre en question les grands équilibres stratégiques du continent et du monde.

Nous n'en sommes plus aussi certains aujourd'hui, même si les troubles et les conflits nationalitaires européens sont restés circonscrits, jusqu'à maintenant, à l'intérieur des Etats concernés, ex-URSS, Yougoslavie ou Tchécoslovaquie.

Mais cela ne durera peut-être pas. S'il est prématuré de spéculer sur l'intervention du fondamentalisme islamique en Bosnie ou dans les républiques du sud de l'ex-URSS, il est temps de constater l'existence, autour du conflit yougoslave et aux frontières soviétiques d'Asie, de possibilités non négligeables d'extension des hostilités. La Communauté européenne, quant à elle, n'est pas seulement impuissante face à la tragédie yougoslave; elle est impuissante parce que divisée. L'Allemagne fait sentir le poids de sa réunification et, avec l'appui des Etats-Unis il est vrai, fait passer sa position de puissance centrale avant sa fidélité européenne. Au moment où la campagne de ratification du traité de Maastricht bat son plein, la Communauté creuse son retard historique. Fatale coïncidence ? En 1930, Briand et l'idée de la fédération européenne n'étaient-il pas arrivés eux aussi trop tard, au moment où la marée brune commençait déjà à noyer le peuple allemand ? Certes les événements d'aujourd'hui sont autant de raisons de faire progresser la construction européenne. Mais ils sont aussi autant de d'arguments négatifs pour tous ceux qui regardent en arrière. De 1940 à 1944, les nazis ont voulu réorganiser racialement le continent. Leur crime n'est pas passé inaperçu, quoiqu'ils aient tenté de le camoufler. Aujourd'hui la purification ethnique, à laquelle se livrent des groupes dans tous les camps en Yougoslavie, se déroule sous nos yeux saturés d'images et d'informations. Ce qui est insupportable, c'est le sort des victimes. Ce qui est le plus inquiétant, c'est le désarroi des chefs d'Etat, des stratèges. Ce qui est inadmissible, c'est l'engagement aveugle de certains clercs d'un côté comme de l'autre, alors qu'on se demande encore comment tant d'intellectuels ont pu couvrir les crimes du pouvoir soviétique.

Construire la nation, c'est lui donner sens

Oui, Jean-Pierre Fragnière a raison. Il faut repenser l'identité nationale. Il faut déconstruire l'idéologie nationaliste, il faut étudier cette «construction sociale» qui s'appelle la nation. Notre impuissance actuelle est avant tout intellectuelle, et même épistémologique. Les événements d'Europe centrale et orientale ne peuvent être entièrement mis au compte du communisme, même s'il est vrai probablement que sa faillite économique et son échec politique ont créé ce vide spirituel dans lequel s'engouffrent maintenant les fureurs nationalistes. Depuis 1945, tous les problèmes de relations entre les nations ont été occultés par le fait nucléaire. Nous avons cessé, à l'Est comme à l'Ouest, de voir dans la nation une catégorie sociale essentielle, liée à notre sécurité et à notre prospérité, parce que nous avions l'impression que celles-ci dépendaient d'un plan supérieur. Même en Suisse, avons-nous jamais sérieusement cru que nous pourrions être attaqués dans une guerre qui ne mettrait pas en cause l'équilibre de la terreur ?

Réapprendre à penser la nation. Ce n'est pas aujourd'hui une tâche facile. A l'Est, les conflits ont atteint ou peuvent atteindre un degré de mobilisation et de violence qui les transforme en guerres. Certes ils renaissent à partir d'antagonismes qui n'ont jamais cessé. Pourtant, pendant quarante ans, les diverses communautés linguistiques, religieuses et culturelles ne se sont pas étranglées à Sarajevo. La diabolisation et la personnalisation actuelles des médias n'expliquent rien. Comment en est-on arrivé à ce que des rivalités sociales ou culturelles deviennent des conflits armés mettant en cause l'Etat et le territoire ? A l'Ouest, les conflits ethniques violents basque ou irlandais sont restés localisés, territorialement et politiquement. Mais le débat européen actuel souligne bien la nécessité, comme le disait Alain Touraine dans *Le Monde* du 17 décembre 1991, *«qu'entre cette économie internationalisée et cette culture localisée,il y ait des médiations qui ne peuvent être que politico-nationales»*. Non pas, qu'est-ce que la nation ? Mais la nation, à quoi est-elle utile ? Tout le débat des sciences sociales, dans le demi-siècle écoulé, sur la nation, le nationalisme, l'identité nationale, a abouti à entasser une énorme quantité de définitions, mais il n'a guère fait avancer notre connaissance, c'est-à-dire notre pouvoir d'agir car, comme le souligne Fragnière, nos instruments d'analyse ne sont pas extérieurs au fait national, ils sont constitutifs de l'objet lui-même de la recherche. Ils sont historiques, comme le sont les nations, dont le bellicisme n'est pas un fait de nature, mais une politique. L'histoire tue parce que les hommes le veulent, non par fatalité.

C'est pourquoi il me semble erroné d'opposer par exemple la nation à la construction européenne; dans ce cadre lui-même peuvent naître de nouveaux types de patriotisme. C'est pourquoi il convient de regarder de près chaque construction nationale, car l'Europe offre à cet égard, depuis le Moyen Age, une étonnante variété de solutions diverses, la nation étatique française, par exemple, n'étant pas la même que la nation allemande ou suisse. C'est pourquoi, enfin, l'interrogation sur la nation me paraît inséparable du combat pour la démocratie, dans chaque Etat et dans la Communauté. Le patriotisme de cette dernière ne se réduit pas aux règles du marché. Il faut un patriotisme pour que l'Europe existe et ce patriotisme ne peut être que celui de la démocratie. On ne peut parler de la nation sans poser la question du pouvoir.

Jean-Claude Favez